



# Les Nouvelles

Bimensuel édité  
par la Fédération  
de Loire-Atlantique  
du Parti Communiste  
Français

## de Loire Atlantique

Pour tout renseignement :  
02 40 35 03 00  
ou redac.nla@orange.fr

Numéro 985

9 octobre 2014

prix : 0,70 €

## Budget de la sécu :



**L'Austérité  
pour les  
familles**

### En Loire-Atlantique, les communistes à l'offensive

P 2

### 70<sup>ème</sup> anniversaire des exécutions de Châteaubriant



### Libres et dignes

P 3

### La protection sociale c'est vital

P 5

### Images du travail

«L'album de famille» des clas-  
ses populaires

P 6

### Logement social

«Il faut réaffirmer la primauté  
de l'Etat», par Marie-Annick  
Benâtre - Adjointe au maire de  
Nantes chargée de la Santé, la  
Précarité et la Grande pau-  
vreté.

P 7

## Hong Kong : « la révolution des parapluies »...averse ou orage ?

La République populaire de Chine (1949) a patienté des années avant que les anglais ne lui rétrocèdent l'île d'Hong Kong (1997). Ancienne colonie, le gouverneur était nommé par Londres. Pendant 50 ans, jusqu'en 2047 les britanniques conservent un droit de regard sur son nouveau statut : « un pays, deux systèmes ». Jusqu'alors le chef de gouvernement de cette région administrative spéciale est désigné par une assemblée de 1200 membres. Pour 2017, Pékin souhaite que le président de l'exécutif soit désigné au suffrage universel. **Mais selon le projet, les électeurs n'auraient le choix qu'entre deux ou trois candidats désignés par les 1200.**

Nouveau progrès par rapport à la période d'occupation britannique, cette nouvelle étape de transition est insupportable pour certains. En particulier la jeunesse étudiante très organisée s'est donné pour objectif de « **mettre le gouvernement à genoux** ». La cité-Etat compte 7,1 millions d'habitants. En août, 800.000 personnes par référendum avaient voté contre un tel mode de scrutin. Tout un petit peuple veut d'abord sa tranquillité et la prospérité, avant la démocratie ou son contraire. Les anglo-américains agitent le spectre de Tian'anmen.



# L'actualité politique dans le monde

2

## Point de vue

par **Pedro MAIA**



La dette publique de la France a dépassé pour la première fois les 2000 milliards d'euros. Des dettes, encore des dettes, toujours des dettes... Comme un refrain que l'on nous chante pour au final nous faire avaler une pilule bien amère : l'austérité.

Ce médicament puissant prescrit par bien des gouvernements depuis la fin des 30 glorieuses et pour cause. L'Etat ne peut plus se financer auprès de sa banque centrale et doit contracter ses emprunts auprès des marchés financiers. Une décision éminemment politique au service des banques. Aujourd'hui, le remboursement des intérêts de la dette représente plus de 44 milliards d'euros, il est le 2ème poste budgétaire de l'Etat ! Rigueur ou austérité, les questions de sémantique ont les mêmes effets : réduction des dépenses publiques, toujours plus. Pour 2015, le gouvernement Valls prévoit encore 21 milliards « d'économies », encore une question de sémantique qui responsabilise et culpabilise un peu plus celles et ceux qui vont devoir se serrer une nouvelle fois la ceinture : les bénéficiaires de la protection sociale, le service public et ses agents, les collectivités locales. **La solidarité nationale a bon dos lorsqu'il s'agit de faire payer les choix politiques des gouvernements successifs à celles et ceux qui vivent de leur travail ou de leur retraite.** Dans cette affaire, les plus aisés sont préservés ! 50 milliards pour le pacte de responsabilité dont 40 milliards pour les baisses de cotisations sociales patronales et

**Le mal du pays et de son économie ne pourra se résorber sans combattre le coût du capital**

autres crédits d'impôts qui concernent uniquement les grandes entreprises, celles dont les patrons sont syndiqués au MEDEF. Celles là mêmes qui ont distribué 30% de dividendes supplémentaires à leurs actionnaires au 1er semestre 2014. Alors même que les TPE et PME, principaux employeurs du pays, pour beaucoup dépendantes des commandes de ces grandes entreprises, croulent sous les taxes. La solidarité nationale : « je t'aime moi non plus » dirait Pierre Gattaz. **Le mal du pays et de son économie ne pourra se résorber sans combattre le coût du capital.**

Le Parti communiste français est bien décidé à s'y attaquer, en prenant des initiatives et en menant des actions politiques pour rassembler autour d'un projet alternatif de gauche avec toutes les forces politiques et sociales disponibles. C'est tout le sens des 1000 rencontres politiques qu'organiseront le PCF dans tout le pays. Sa conférence nationale des 8 et 9 novembre fera un premier point sur la construction de réponses et perspectives politiques à apporter à un peuple de gauche déposé de ses valeurs.

## Assemblée générale des communistes de Loire Atlantique

### Des militants à l'offensive



Près d'une centaine de communistes se sont donnés rendez-vous le 27 septembre dernier pour une assemblée générale départementale de rentrée en présence de Pascal Savoldelli, Responsable national du PCF chargé des élections. Après une période de repos mérité et malgré un été agité (remaniement, droitisation du gouvernement, guerres...), les militants communistes étaient heureux de se retrouver. **La bonne humeur était palpable à l'entrée de l'amphithéâtre où allaient se dérouler les débats.**

Si l'on doit déceler une attente des communistes présents dans la salle, c'est celle d'**entrer dans l'action**, d'être présents sur le terrain. Si certains d'entre eux déplorent une faiblesse dans l'activité à quelques endroits du département il n'en reste pas moins qu'ils ont, depuis cet été, répondu présents avec leurs élus. Ce fut le cas à Nantes en soutien aux expulsés ou encore contre la guerre à Gaza ou au côté des salariés de la Seita. C'est le cas à Trignac pour résister à la nouvelle majorité, à Saint-Nazaire pour soutenir un jeune sans papier ou se battre pour sauver les activités industrielles. En Brière pour sauver des bureaux de Poste, ou à Vertou pour garder ouverte une agence de la CPAM.

Les discussions ont été riches : partage d'expériences sur les actions menées, analyse des précédents scrutins, et surtout des interventions positives pour ancrer le parti dans les enjeux les plus primordiaux : comment répondre aux attentes populaires, comment tisser du lien et travailler au rassemblement avec des syndicalistes, avec des hommes et des femmes de gauche dans leur diversité.

Nombreux sont les intervenants qui ont dénoncé l'échec des politiques menées par les gouvernements successifs de

François Hollande, et l'importance de continuer à **travailler le projet et le rassemblement.**

Sur ce dernier point Pascal Savoldelli insistera sur la **nécessité de créer des convergences à gauche** sur un ensemble de propositions concrètes avant même de vouloir construire à priori tel ou tel rassemblement.

Un travail nécessaire pour nombre d'intervenants dans cette période ou la gauche, l'idée de gauche est dévoyée par la majorité gouvernementale et où les dernières crises au sein du Front de gauche inspirent des inquiétudes.

Pour autant l'heure n'est pas au renoncement, mais à rassembler la gauche qui ne se reconnaît pas dans la politique de François Hollande comme y invite Pierre Laurent depuis cet été. Dès à présent et jusqu'à fin décembre, Aymeric Seassau, secrétaire de la fédération de Loire-Atlantique, a proposé aux communistes du département de faire leur la déclaration de rentrée du Front de Gauche et de s'inscrire pleinement dans un certain nombre d'initiatives « **nécessaire à la convergence de celles et ceux qui veulent contribuer à un rassemblement majoritaire permettant de porter une alternative aux choix du pouvoir actuel** ».

Campagne de rassemblement autour du maintien des départements, rencontre de l'ensemble des forces de gauche, rencontres publiques tournées vers l'action pour l'alternative à l'austérité (44 rencontres dans le 44), préparation d'Etats généraux de l'industrie, carte pétition à l'adresse de F. Hollande... le travail ne manquera pas d'ici à décembre et l'humeur de cette assemblée générale a confirmé l'envie d'en découvrir.

## De vous à moi

**Le conseiller-Gourou...** Chaque journée du forum de « l'économie positive » au Havre a commencé par une séance de méditation collective « extraordinaire façon d'aider les participants à sortir des routines et à penser aux générations futures ». **Le Gourou ne croit plus aux partis politiques** (c'est la pensée dominante à la mode)... **Il veut transformer « les résignés-réclamant en ENTREPRENEUR de leur vie. «Ne quémandez plus un emploi, créez le !»** Contre ceux qui fuient à Londres où...en Syrie, il faut se donner trois objectifs : moderniser notre modèle social (être plus souple avec le code du travail, comme le MEDEF), une France acteur majeur d'une Europe Fédérale, et 700 millions de francophones, pour gagner sa vie ! Ex-socialiste, conseiller de tous les présidents, de Gauche comme de Droite, **Président lui-même de Planète Finance (tout un programme)**, vous avez reconnu ce bonimenteur ?... Jacques Attali, gagné!

## En bref

### Profits sans prospérité...

Voilà 5 ans que la dépression a pris fin aux Etats-Unis. Mais la moitié de la population gagne moins qu'avant et ne voit toujours pas la couleur de la reprise. Les emplois bien payés sont remplacés par la précarité. Les grandes entreprises ont consacré 54% de leurs profits à racheter leurs propres actions, et 37% ont été distribués sous forme de dividendes. **Comment s'étonner que l'essentiel de la croissance a été capté par la minorité la plus riche, et que les fruits de la reprise soient aussi peu partagés ?**

### L'Europe reste le maillon faible de l'économie mondiale :

Le moteur américain est insuffisant pour tirer seul la croissance mondiale. En Chine, en Inde ou au Brésil, la consommation intérieure ne compense pas encore la baisse des échanges avec le vieux continent. **Les pays émergents (NLA N° 983) sont entrain de s'organiser sans nous.** Ils ont compris que le marasme économique de l'U.E et particulièrement de la zone euro allait durer longtemps : **investissements insuffisants + dogme libéral de l'équilibre budgétaire + amputation croissante du pouvoir d'achat = une croissance anémique chronique.** Rien à espérer sans changement de cap.

### L'Argentine n'est pas seule dans son bras de fer avec les Financiers américains.



Ces « fonds vautour » rachètent à bas prix les dettes des pays surendettés pour en obtenir par la suite le remboursement complet devant les tribunaux (NLA N° 982). Mais **cette manière de vivre aux crochets de pays en difficultés vaut aux créanciers procéduriers d'avoir été condamnés le 26 septembre par l'ONU.** Au côté de l'Argentine, le Brésil, la Russie, le Venezuela et l'Algérie ont soutenu la résolution. Les créanciers semblent avoir compris ce signe fort. L'Argentine à sans doute devant elle un temps de répit.

### L'Espagne enterre son projet de loi anti-avortement.

Le projet de loi, promesse de campagne de M. Rajoy, présenté en décembre 2013 entendait mettre fin au droit à l'IVG durant les quatorze premières semaines de grossesse. **Le projet avait provoqué de grandes manifestations et une levée de boucliers à gauche.** Mais aussi des divisions internes au sein du P.P de droite.

## Et demain, il faudra encore défendre la paix

« Faire connaître ces mots qui résonnent encore dans ma mémoire, comme ceux de Jean-Pierre Timbaud qui dit « toute ma vie j'ai combattu pour une humanité meilleure et j'espère que ma mort aura servi à quelque chose ». Les cérémonies de commémoration du 70e anniversaire de la Libération se déroulent dans un climat international où le bruit des armes résonne et le cri des populations en Irak, en Syrie ou en Palestine font écho au souvenir de ceux qui ont donné leur vie pour la Paix. La Paix est un bien fragile. Hier, il a fallu la conquérir avec le sang des copains, aujourd'hui, il faut encore la consolider quand on voit qu'il « est encore fécond le ventre d'où est sorti la bête immonde ». Et demain, il faudra encore la défendre mais à quel prix ? Il faut donc continuer à lutter pour que ces hommes, ces résistants célèbres ou anonymes ne soient pas morts pour rien. Et comme nous dit Thierry le Paon, secrétaire général de la CGT « un peuple uni et debout dans l'action renverse des montagnes hier comme aujourd'hui ».

Odette Niles, Présidente de l'Amicale de Châteaubriant-Voves-Rouillé-Aincourt (extrait du bulletin de l'amicale n°79)



# Fusillades de Châteaubriant

3

## « C'est en s'incarnant ainsi dans le peuple que la résistance s'est faite chair »

Par Jackie Hoffmann

Présidente déléguée de L'Amicale Châteaubriant-Voves-Rouillé -Aincourt

Châteaubriant-

Alliées participantes. En revanche, nous avons pu voir que le minimum a été dit par les autorités de l'Etat sur le rôle déterminant de la Résistance intérieure. Hors le peuple Français a pris part à sa libération. Combien de Maquisards, de Résistants, d'internés, de déportés, de fusillés, n'ont pas connus cette libération. Et pourtant ils en étaient les acteurs principaux. Les origines populaires de la Résistance intérieure sont loin d'être connues et surtout reconnues à leur juste importance. J'ai en tête les Sabotages des voies navigables, et ferrées, des sous stations électriques, de circuits téléphoniques, les comités populaires dans les usines, la grève déclenchée par les 100 000 mineurs du Nord le 15 Mai 1941. La répression contre la grève a fait germer l'idée de la lutte sous d'autres formes que l'action de masse soutiendrait. A Bruay le 8 juin, un émissaire demande aux mineurs « vous avez satisfaction sur le pain, la saucisse, le savon, que voulez vous de plus ? » « un ouvrier lui crie « nous voulons de fusils »

**C'est en s'incarnant ainsi dans le peuple que la résistance s'est faite chair.** Les faits montrent qu'elle s'est créée sur le sol National dans les masses. Les succès que remportera l'insurrection en 1943 dans les combats libérateurs de 1944 dépendent des premiers exemples et des premiers sacrifices, des progrès obscurs, tenaces, accomplis pour former des combattants et assurer à la lutte armée l'indispensable soutien des masses laborieuses.

Durant leurs heures de supplices, Timbaud, Michels, Moquet et tous leurs camarades, n'ont pas eu une seconde d'hésitation. Ils approuvent du sacrifice de leur vie la lutte implacable devenue nécessaire. Ils tombent sans bandeau sur leurs yeux en appelant à la ven-

geance du peuple contre les bourreaux, parce qu'au delà de leur vie, **il s'agit pour eux de la victoire de la liberté sur le fascisme dont ils connaissaient la nature.**

70 ans après la bête immonde resurgit en France, en Europe sous des traits dont les médias prônent l'acceptabilité. Nous n'accepterons jamais le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme, ils sont les levains du fascisme. 70 ans après l'élaboration du programme du C N R qui a été le pilier de la reconstruction de la France, où le progrès social, l'égalité des droits, la répartition des richesses, construisait une République nouvelle, nous n'accepterons jamais la dictature des marchés financiers et le silence sur la souffrance des peuples, au moment où le bruit des armes résonne et le cri des populations en Irak, en Syrie, ou en Palestine font écho au souvenir de ceux qui ont donné leur vie pour la liberté et la paix. **Hier comme aujourd'hui, la libération ne vient jamais de ceux qui nous gouvernent mais de l'intervention des peuples.**

Le « Soyez dignes de nous » de toutes celles et ceux qui nous ont libérés du fascisme, du nazisme est un appel pour agir contre toutes les oppressions actuelles et l'injustice sociale. Agir ou subir, voilà ce qui était posé hier. Les enjeux d'aujourd'hui sont autres, mais la même alternative nous est posée. **C'est le sens que notre Amicale entend donner lors de ce 73<sup>ème</sup> anniversaire des exécutions les 18 et 19 octobre.**



Le 22 octobre 1941 est un jour qui marquera un tournant dans la guerre contre l'occupant nazi, 27 patriotes étaient fusillés à la Carrière de Châteaubriant, 16 à Nantes, 5 au Mont-Valérien. Au contraire de leur objectif, ces fusillades renforcèrent la lutte contre l'occupant et firent progresser l'union de la Résistance. Eux, ces mili-

tants communistes, syndicalistes, ces ouvriers, ces étudiants, ils sont morts pour libérer la France et comme le disait Gabriel Péri « pour assurer à tous des lendemains qui chantent ».

Il y a 70 ans notre Pays était libéré. Il était légitime que de Belles commémorations aient lieu avec les Forces

## Tout sur les commémorations :

### Vendredi 17 octobre

17H45 : Veillée du souvenir devant le monument des 50 otages à Nantes.

### Samedi 18 octobre

11H00 : Dépôt de gerbes, dans la cour du château et sur le lieu du camp de Choisel à Châteaubriant

15H00 : Hommage à Fernand Grenier, dépôt de gerbe rond point Fernand Grenier à Châteaubriant.

### Dimanche 19 octobre

08H45 : Hommage aux époux Kéritel et aux résistants indrais, au Môle, devant la stèle de Léoncie et Eugène Kéritel à Indre.

10H00 : Hommage aux neufs fusillés du 15 décembre 1941 à la Blisière à l'orée de la forêt de Juigné des Moutiers.

13H45 : Départ du défilé au rond-point Fernand Grenier de Châteaubriant.

14H30 : Commémoration dans la carrière des fusillés à Châteaubriant. Evocation historique sur le thème « Libres et dignes » précédée d'une allocution de Jacques Chabalier, membre de l'exécutif du PCF en charge de la vie du parti.

### Mercredi 22 octobre

09H45 : Hommage aux 50 otages, devant le Monument à Nantes.

10H40 : Hommage aux 16 fusillés du terrain du Bêle

11H45 : Hommage aux résistants inhumés au cimetière de la Chauvinière

14H30 : Commémoration dans la carrière des fusillés à Châteaubriant. Evocation historique sur le thème « Libres et dignes » précédée d'une allocution de Jacques Chabalier, membre de l'exécutif du PCF en charge de la vie du parti.

## Les cars pour Châteaubriant

Des cars partiront au départ de Nantes, Saint-Nazaire et Indre pour Châteaubriant le dimanche 19 octobre, pour tout renseignement : [www.resistance-44.fr](http://www.resistance-44.fr)

**Châteaubriant & sa Communauté de Communes**

*vous souhaitent la Bienvenue !*

Rennes Laval  
**CHATEAUBRIANT**  
Angers Nantes

COMMUNAUTÉ de COMMUNES du CASTELBRIANTAIS

[www.cc-castelbriantais.fr](http://www.cc-castelbriantais.fr)

France Fleurs

Artisan Fleuriste

Plantes Cadeaux

Ouvert tous les jours  
Livraisons à Domicile

11 place de la Motte  
Tél. 02 40 81 23 43  
44110 CHATEAUBRIANT

vins suiza

la Cave vincent bécam

les Spécialités Jules Verne

2 rue du 11 Novembre  
centre ville - près du Château  
44110 CHATEAUBRIANT  
02 40 81 84 40  
cave.chateaubriant@gmail.com

78 bd Jules Verne  
"Route de Paris"  
44300 NANTES  
02 51 89 97 52  
cavejulesverne@gmail.com

VillaVerde

JARDINERIE ANIMALERIE DÉCORATION FLEURISTERIE

Vraiment jardinier  
Vraiment paysan d'îles

La route - 30 rue Alliance Lorraine - CHATEAUBRIANT - 02 40 81 05 21

## Seita : les communistes et leurs élus aux côtés des salariés

Le 22 septembre dernier 200 salariés des usines Seita de Carquefou, Bergerac, Le Havre, Riom, Fleury-les-Aubrais se sont rendus à Paris pour manifester contre le PSE devant l'assemblée nationale et le siège de l'entreprise. Les salariés de Loire-Atlantique ont été accompagnés depuis leur départ de Nantes par Aymeric Seassau, conseiller régional et adjoint communiste au maire de Nantes. Plus tard, six salariés décidaient d'entamer une grève de la faim (voir page 5). Pour l'élu communiste, « **Nous comprenons leur détresse et leur colère face à ce licenciement boursier honteux et à l'incroyable mépris qui leur est opposé par une direction qui organise le lock out à Nantes, refuse d'y rencontrer leurs élus locaux et se barricade dans sa tour de verre à Paris protégée par la police lorsque des manifestants veulent se faire entendre. Dans une telle situation, le silence du gouvernement est insupportable. Il est encore temps qu'il prenne les mesures nécessaires pour défendre l'emploi à la SEITA et qu'il contribue à la reprise du dialogue social et d'un délais de négociations supplémentaires comme le demandent les salariés. Je veux réaffirmer toute la solidarité des communistes, de leurs élus et de leurs parlementaires. Présents dans l'action aux côtés des SEITA depuis la mi-avril, nous restons mobilisés à leurs côtés et en contact permanent avec leurs organisations syndicales pour prendre ensemble toutes les initiatives nécessaires.** »



# Convention sur l'Industrie

4

## Sur le pont...

### Les communistes nazairiens se mobilisent pour l'industrie navale et les autoroutes de la mer

Comme ils le rappellent d'emblée, *ni la guerre ni la finance : les salariés de la navale ne veulent plus être pris en otage*. Car, force est de constater, comme le font les communistes, que les chantiers navals de Saint-Nazaire sont pris entre plusieurs feux : d'un côté la géopolitique (crise ukrainienne, paquebot libyen en d'autres temps), une stratégie capitaliste et un chantier une nouvelle fois mis en vente, une absence de politique industrielle du gouvernement en particulier pour ce qui concerne la filière navale.



Déjà, en 2010 les communistes nazairiens avertissaient : « **La commande de BPC, si elle donne de l'air aux chantiers, n'en règle pas pour autant les problèmes de fond. La stratégie conduisant à « déshabiller » la construction navale militaire de Brest au profit de Saint-Nazaire est une impasse** » ; « **les communistes défendent depuis de nombreuses années l'idée que le chantier naval nazairien a des constructions civiles plus utiles aux hommes et à la planète à réaliser que des bâtiments militaires à condition qu'il diversifie ses productions de navires** ».

Ils déplorent également pour ce qui est de l'arrêt de la liaison Nantes-Gijon, une interdiction des aides publiques qui va à l'encontre de la nécessité de la transition énergétique et rappellent que « **Le développement des autoroutes de la mer c'est aussi de l'avenir pour la construction navale. La construction navale nazairienne a les capacités de construire de nouveaux navires pour répondre à cette exigence de développement.** ».

## Licenciement Boursier : ne plus laisser faire

En août dernier, à l'occasion des universités d'été du medef, le premier ministre déclarait sa flamme aux grands patrons bien plus qu'à l'entreprise. De l'entreprise, de son rôle dans les territoires, de son rôle social, environnemental, productif, les patrons du medef n'en ont que faire, seule la rentabilité financière prime. **Symptomatique de cette obsession financière : les licenciements boursiers.**

Le terme était employé pour la première fois en 2001 par le député communiste Alain Bocquet quand Danone annonçait la suppression de 570 emplois chez LU alors que l'entreprise réalisait 130 millions d'Euro de bénéfices. Aujourd'hui, la longue litanie des licenciements boursiers ne cesse, les salariés de la Seita en sont aujourd'hui victimes en Loire-Atlantique (voir ci-dessous).

Pourtant ces licenciements ne sont pas fatalité, le gouvernement peut et doit agir. La campagne des présidentielles terminée, F. Hollande a oublié son ennemi la finance, oublié ses promesses (la numéro 35 visant à encadrer les licenciements boursiers). La proposition de loi des députés communistes visant à interdire de tels licenciements n'a pas été adoptée, le ministre du Travail opposant à ce texte les avancées de l'accord sur la sécurisation de l'emploi pourtant bien maigres.

Pour autant, **l'exemple de la Seita plaide une nouvelle foi en faveur d'une loi coercitive** pour reprendre le pouvoir sur la finance et permettre aux représentants des salariés de participer aux choix de leur entreprise et à la justice de sanctionner des actes qui aujourd'hui devraient être considérés comme délictueux.



### ETATS GENERAUX DE L'INDUSTRIE EN LOIRE-ATLANTIQUE

Les 22 et 23 novembre, le PCF organisera une convention nationale sur la politique industrielle afin de débattre avec les acteurs de ce secteur, salariés, syndicalistes... de la politique nécessaire à mettre en place pour sauver l'industrie en France. Une démarche relayée par la fédération de Loire-Atlantique dans un département qui compte quelques fleurons... Les Nouvelles quant-à elles jusqu'à la convention, donneront la parole aux acteurs locaux, syndicalistes en lutte, politiques de gauche...

**Cette semaine, NLA donne la parole à Michel Laboureur, délégué syndical CGT Seita et à Eric Thouzeau qui est Conseiller régional socialiste et un des animateurs de Vive la Gauche en Loire-Atlantique autour de la question des licenciements boursiers.**



**Si le gouvernement n'intervient pas [...] il sera responsable de la fin de toute l'industrie française**

Michel Laboureur - Délégué CGT Seita

A date nous recherchons encore les causes des difficultés du Groupe Imperial Tobacco (ITG) et de SEITA, sa filiale française, concernant le projet de réorganisation annoncé en avril. 1ère restructuration à l'arrivée du gouvernement Valls et celle qui a certainement le moins suscité d'intérêt de ce dernier est en réalité l'exemple même des licenciements boursiers que le Président dénonçait pour être élu.

Avec la suppression de plus de 500 postes dont fermeture de la plus grosse usine de CARQUEFOU (44), le gouvernement ne protège plus ses citoyens mais le Medef et la finance.

Tout va bien pour le Groupe Anglo Saxon, en croissance de 38% en 2013 à près d'un milliard de livres et tout va bien chez SEITA qui a remonté 2,6 Milliards d'euros à sa maison mère en Angleterre, soit une moyenne de 1,8 million d'euros de dividendes par salarié et par an.

Les propositions CGT s'axent autour de la défense et le développement d'une filière NATIONALE du tabac (défense du savoir-faire industriel Français, lutte contre les fraudes et la contrebande, reconquête de toute la filière tabacole et surtout défense de la santé publique). Nous rappelons que si le gouvernement n'intervient pas en faveur des salariés sur ce projet de destruction de l'emploi, motivé par des dirigeants distributeurs de dividendes alors il sera responsable de la fin de toute l'industrie française.

### Pour ne plus subir les lois de la finance

Eric Thouzeau - Conseiller régional socialiste

Dans le cadre de la loi sur l'Economie sociale et solidaire, une loi dite Florange (sur la reprise des sites industriels) a été adoptée par toute la gauche en mai 2014. En bon gardien de l'ordre établi, le Conseil constitutionnel en avait auparavant censuré certaines dispositions « contraires à la liberté d'entreprendre et au droit de propriété ». Cette loi vise à faciliter la reprise d'entreprises qui ferment (par un repreneur ou par les salariés en SCOP). Ce qui se passe aujourd'hui à la SEITA montre que cette loi n'a pas suffi à empêcher la poursuite de « licenciements de convenance boursière ».

La SEITA (groupe Impérial tobacco) fait des bénéfices. Elle touche 660 000 euros d'aides au titre du CICE et en plus, elle licencie ! Le moins que l'on puisse faire c'est d'exiger de la SEITA le remboursement du CICE, et plus généralement la conditionnalité des aides d'Etat à l'investissement au maintien ou à la création d'emploi sur le territoire national. L'argent public ne doit pas servir à l'augmentation des dividendes versés aux actionnaires !

La puissance publique doit se donner les moyens d'agir. Il faut tout d'abord renforcer les pouvoirs de l'inspection du travail. Saisie par les syndicats, l'inspection du travail se fondant sur un « doute manifeste » devrait se voir confier le pouvoir de suspendre les licenciements, obligeant l'employeur à revoir sa copie. Autant de temps gagné pour de nouvelles et impératives négociations ! La puissance publique devrait alors pouvoir « taxer » et imposer un tel coût aux délocalisations et licenciements que ceux-ci n'en vaudraient plus la peine. Cela demande une forte volonté politique. Mais face à une crise de ce monde dominé par la finance, avons-nous encore le choix ? Soit nous continuons à subir les lois d'une finance qui sert une minorité ou bien nous nous donnons les moyens de remettre l'économie au service du plus grand nombre.



## Plus de 11 millions de personnes ont des difficultés à payer leurs factures de gaz ou d'électricité

Les chiffres sont alarmants. Un Français sur cinq, soit plus de 11 millions de personnes, éprouverait des difficultés pour payer ses factures de gaz ou d'électricité, selon un rapport de l'Observatoire national de la précarité énergétique (ONPE). « **L'urgence, c'est d'aider les plus démunis à payer leurs factures, car l'impayé fait peser le risque de la coupure** », prévient le président de l'Ademe, craignant que le nombre de précaires énergétiques n'augmente encore à l'avenir avec la crise économique et la hausse des prix



# Le social au cœur

5

## La protection sociale c'est vital !

Le premier ministre le répète à l'envie, il n'y aura pas de plan d'austérité ... Le gouvernement a pourtant décidé d'économiser sur les prestations familiales. Marisol Touraine, ministre de la santé et des affaires sociales, et Christian Eckert, secrétaire d'Etat chargé du budget, ont confirmé lundi 29 septembre que plusieurs prestations allaient subir un large coup de rabot dans le cadre du projet de budget de la Sécurité sociale pour 2015.

**Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS), présenté officiellement lundi, prévoit en effet environ 700 millions d'euros d'économies sur la branche famille, et 9.6 milliards d'économies totales sur notre protection sociale** ( Protection sociale + Assurance maladie).

Concrètement nous allons assister à une baisse des aides à la garde d'enfant (-20 % pour le dernier palier), baisse de la prime à la naissance (passant de 923 euros à 308 euros pour le deuxième enfant) , réduction de la majoration pour âge des allocations familiales (passant d'une majoration de 64 euros pour un enfant de 14 ans à 16 ans désormais), et encore des économies sur le service public de santé (développement de l'ambulatoire, c'est-à-dire moins de lits, contrôle des prescrip-



tions etc...).

C'est dans ce cadre que la CGT appelle le 16 octobre les salariés une journée nationale de mobilisations coordonnées en amont de l'examen du projet de loi de financement de la Sécurité sociale 2015 (PLFSS) par l'Assemblée nationale.

Cette initiative s'inscrit dans la campagne de **reconquête de la Sécurité sociale, tant sur les questions de son financement que de la réponse aux besoins des salariés pour la centrale. Elle est un des versants de la campagne engagée depuis plusieurs mois sur le coût du capital.** La CGT entend articuler les questions des salaires, de l'emploi et du travail avec cette ambition de reconquérir la

Sécurité sociale.

Pour le parti communiste, par la voix de son secrétaire national a dénoncé « **Ce choix qui met en péril la protection sociale à la française, la relance économique, la vitalité et la jeunesse du pays. Le gouvernement suivra-t-il le modèle allemand jusqu'à la chute démographique ? Réduire le congé parental, avec un tel niveau d'inégalités salariales, revient à faire perdre leurs droits aux femmes, sans que cela ne bénéficie au partage des tâches éducatives** »

## Les retraités se battent pour leur pouvoir d'achat !

Quatre mois après la journée nationale d'action du 3 juin, des milliers de retraités manifestaient à nouveau ce mardi 30 septembre 2014, à



Paris et en province. Mobilisés à l'appel de sept organisations syndicales et associations (CGT, FO, la CFTC, la CFE-CGC, la FSU, Solidaires, la Fédération générale des retraités de la Fonction publique) et de deux associations (UNRPA et LSR), ils réclament une revalorisation de leurs pensions, basée sur l'évolution du salaire moyen, dénoncent une accumulation de mesures impactant leur pouvoir d'achat.

Depuis plusieurs années, les pensions étaient revalorisées chaque 1er avril à partir d'un calcul effectué en fonction des prévisions d'inflation. Une loi du 20 janvier 2014 a repoussé cette date de revalorisation au 1er octobre 2014. Par la suite, le gouvernement a décidé du gel des pensions de la quasi-totalité des 15,5 millions de retraités jusqu'au 1er octobre 2015.

Face à l'érosion de leur pouvoir d'achat près d'une centaine de rassemblements se sont donc tenus partout en France, essentiellement devant les préfectures et sous-préfectures avec audiences et remises de communiqués ou motion... Mais aussi devant certains locaux de parlementaires, de conseils généraux, de centres d'impôts, etc.

En Loire-Atlantique ce sont près de 300 manifestant qui se sont rassemblés à St-Nazaire et plus de 500 à Nantes.

## A la Seita, les salariés ne lâchent rien !

Cela fait près de dix jours que six salariés de la SEITA ont cessé de s'alimenter. Leurs camarades campent devant l'usine de Carquefou et assurent à tour de rôle un soutien aux grévistes de la faim.

Face aux dirigeants de l'entreprise et au gouvernement faisant la sourde oreille les ouvriers restent plus déterminés que jamais.

**Par la voix de leurs délégués syndicaux, les employés réclament une annulation de ce PSE injustifié au vu des bénéfices faramineux du groupe et a minima une suspension du plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) pour mieux négocier les conditions de licenciement.**

Dans ce contexte, la solidarité syndicale, politique et citoyenne s'organise. Aymeric Seassau, adjoint au maire de Nantes PCF et Robin Salecroix, conseiller municipal PCF ont ainsi reçu au nom de la majorité municipale les délégués syndicaux de l'usine. A. Seassau a pu réaffirmer le soutien total des collectivités à la lutte des ouvriers de la SEITA et leur engagement à interpeller le ministre du travail pour qu'il puisse les rencontrer.

Au cours du week-end de nombreuses organisations comme « Ensemble » ou le Parti de Gauche », des salariés de Nantes Métropole, de la maison d'arrêt située à proximité, des citoyens et des riverains se sont rendus sur place pour leur témoigner leur solidarité.

La colère monte à chaque jour qui passe alors que des vies sont en jeu. C'est désormais à M. François Hollande de mettre en œuvre au moins une de ses promesses de campagne : « **Dissuader les licenciements boursiers, renchérir le coût des licenciements collectifs pour les entreprises qui versent des dividendes ou rachètent leurs actions** ». La lutte continuera tant que le gouvernement, et la direction n'auront pas pris leurs responsabilités !



## En bref

### Lettre au Président de la République

Pierre Riou, militant communiste des Sorinières a adressé lors de cette rentrée un courrier d'interpellation à M. François Hollande concernant la situation au Proche-orient. « Je vous ai fait parvenir un courrier en date du 18 novembre 2013 au moment de votre déplacement sur les territoires Israéliens et Palestiniens auquel j'ai eu une réponse de votre chef de cabinet qui ne répondait pas à l'urgence de la réalité quotidienne que vivent les Palestiniennes et les Palestiniens. » précisait-il. Faisant écho à la déception de bon nombre de nos concitoyens il précisait « **Votre politique s'inscrit en parfaite continuité de celle de Nicolas Sarkozy que ce soit au niveau de la politique étrangère qu'au niveau de l'orientation économique.** » Pas sûr que cette missive soit entendue ...

### Pour que les chantiers construisent le navire de la Brittany Ferries et ceux de la SNCM



Lors d'un récent communiqué R. David conseiller général communiste rappelait sa détermination à ce que le navire de la Brittany Ferries et ceux de la SNCM soient construits au chantier nazairien.

« Comme l'indique le Syndicat CGT, du Chantier STX, l'entreprise détient les moyens et les technologies nécessaires pour réaliser le navire de Brittany Ferries. STX a bénéficié d'une lettre d'intention de commande de la part de la compagnie pour la construction d'un navire type « Pégasis », propulsé au GNL. Sa construction est la clé de voûte du plan mis en œuvre par Brittany Ferries pour réussir la transition écologique de sa flotte. A mon sens, il est impératif que le ferry de la Brittany, mais aussi ceux de la SNCM soient construits aux Chantiers » rappelait l'élu. Poursuivant son interpellation M. David souhaite que « **Les subventions à l'innovation versées par l'État actionnaire de STX, mais aussi par la région nécessitent que le Ministre des Finances de l'Industrie et du Numérique mette « ses talents » au service de l'intérêt général. La construction des navires de Brittany Ferries et de la SNCM doivent impérativement être conclues avec le chantier local.** C'est l'intérêt, du grand ouest, du pays, celui de la protection de l'environnement et de notre place dans les avancées technologiques qui le dicte ». Ce communiqué est venu rappeler que Les communistes et leurs élus continueront la bataille de la diversification aux côtés des salariés pour l'emploi et le développement de leur territoire.

## Le cinéaste français Bertrand Tavernier interpelle Junker sur le droit d'auteur

Président de la commission cinéma de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, Bertrand Tavernier pointe avec d'autres professionnels, les propos tenus récemment par le nouveau président européen de la Commission européenne, au commissaire au Numérique : **il faut « briser les barrières nationales en matière de réglementation du droit d'auteur » !**

le cinéaste lui répond : « fragiliser les auteurs est aberrant lorsque l'on sait que cela aboutira à renforcer les grands commerçants de nos œuvres et les géants du Net ! **Ce droit génial, qui associe l'auteur d'une œuvre à son succès et qui doit beaucoup à Beaumarchais, est un droit d'une modernité absolue qui a beaucoup évolué avec le temps...peut encore bouger...Mais que cesse cette entreprise malsaine et indigente, avec toujours en arrière-fond cette logique absurde qui voudrait que l'Europe ne soit qu'une machine à harmoniser, que les œuvres culturelles soient des biens comme les autres et que les auteurs soient les ennemis de leurs publics ».**



# Culture, idées

6

### Lire

#### NANTES 1943

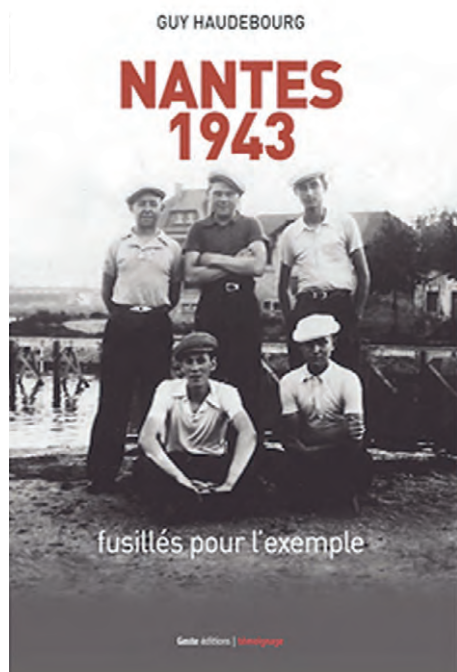
Fusillés pour l'exemple

En janvier 1943 à Nantes, le tribunal militaire allemand juge 45 « terroristes » arrêtés depuis l'été 1942 à Nantes et dans sa région.

Ce procès à huis-clos est très médiatisé et donne l'occasion à la presse collaborationniste de vilipender les accusés.

Ceux-ci sont des communistes (français et espagnols) : certains sont entrés dans la lutte armée à l'automne 1941 au sein de l'Organisation spéciale du PCF tandis que les autres ont participé au soutien logistique des premiers.

**Le nombre des accusés et l'exécution de 37 d'entre eux font de ce procès le plus important de la zone nord.** Ce « procès des 42 » (car il n'y avait que 42 accusés au départ) permet de mettre en évidence le fonctionnement de la résistance communiste en Loire-Inférieure ainsi que la répression menée par la police française.



Un second procès, celui des 16, en août 1943, vient compléter celui de janvier et permet de mettre en évidence un certain nombre d'évolutions : aucune médiatisation, accusés (FTP) entrés plus récemment au PCF ou non encartés.

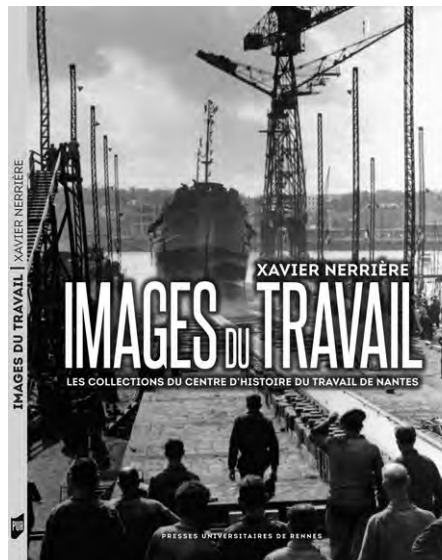
Les 13 exécutions viennent s'ajouter à celles du début de l'année et parachèvent la défaite militaire du PCF.

Mais dans le même temps, l'influence politique du parti ne fait que grandir, ce qui pourra se mesurer à la Libération avec l'élection d'un maire, alors « compagnon de route ».

**L'auteur :** Guy Haudebourg, docteur en histoire contemporaine, est professeur agrégé d'histoire-géographie dans un lycée de la banlieue nantaise.

Renseignement auprès du Comité Départemental du souvenir des Fusillés de Nantes et Châteaubriant et de la résistance en Loire-Inférieure. [www.resistance-44.fr](http://www.resistance-44.fr)

## «l'album de famille» des classes populaires



Depuis dix ans le Centre d'histoire du travail de Nantes, conserve un grand nombre d'images (25000 recensées, autant dans les cartons) émanant d'organisations syndicales, militantes, et d'autres confiées par des particuliers.

Xavier Nèrrière, animateur chercheur au CHT, s'est interrogé sur le sens à donner à ces collections déposées.

«le CHT n'est pas un musée, dont nous serions les conservateurs... Cette collection est participative, le fruit d'une succession de dépôts et de dons. La prise de conscience du caractère singulier de cette « espèce d'album de famille des classes populaires de la région » a donné naissance à un superbe album de 170 pages et 160 illustrations, après trois ans de travail.

Il ne s'agit pas d'un répertoire chronologique de luttes sociales. Chacun des huit chapitres, est une interrogation sur « la photographie sociale » qui renvoie aux regards de Robert Doisneau, Henri Cartier-Bresson ou Willy Ronis.

Dans sa présentation, l'auteur précise sa démarche : « **Chaque photo raconte une histoire à travers l'image qu'elle porte.** Aborder ces dimensions ouvre des perspectives d'analyse qui me semblent prometteuses en termes de connaissances sociologiques et histori-

ques des couches sociales concernées par les documents en question : **quel regard porte un individu sur son milieu, quel sens donner au fait qu'il ait photographié son lieu de travail et conservé cette image dans son album de famille ? Quel sens donner au fait qu'une famille conserve de telles images d'un aïeul disparu parfois depuis plusieurs décennies ?**

Ces questions se posent de même pour les fonds collectifs, conservés par les organisations syndicales ou les associations. Le message est clair : «Dire à ceux qui nous confient leurs photos qu'elles ne tombent pas dans un puits sans fond, qu'on essaie de les faire vivre et de ne pas oublier les témoignages, les anecdotes et l'émotion».

**24 euros.**

Edition Les presses universitaires de Rennes.

Dans les librairies de Nantes et au CHT 2 boulevard Léon-Bureau (dédicace le jeudi 9 octobre à 18h30) . (contact@cht-nantes.org).

## IMAGES du TRAVAIL

### Les collections du Centre du travail de Nantes

Reproduction avec l'aimable autorisation de Xavier Nèrrière.



Danse entre grévistes dans l'enceinte de l'usine des Batignolles occupée en 1936. Un moment d'allégresse et de transgression absolue de l'ordre établi. [CHT, coll. Baron].



Occupation de l'usine Chantelle (lingerie féminine) à Saint-Herblain, décembre 1981. Cette image prend une dimension presque universelle, symboliques des femmes en lutte, avec leurs enfants... [CHT, cliché Hélène Cayeux, Coll. UD CGT 44].



Groupe d'ouvriers des ACB sur un quai du port de Rouen en 1951. Au premier rang, de gauche à droite : non identifié, Choimet, non identifié, Lancien. Au 2<sup>ème</sup> rang : Joncours, Durandet, (au-dessus) Raymond Denieul, Robin. Au 3<sup>ème</sup> rang : Planchot, René Bouillant (debout), non identifié, Daniel Forgeau et, un peu en dessous, non identifié. Cette image nous a été confiée par la petite-fille de René Bouillant, après la mort de son grand-père et avec l'accord de sa grand-mère. Les personnages ont été identifiés par sa grand-mère et un ami de son grand-père. Par sa construction, cette photo est manifestement le fruit d'une décision collective, une écriture à plusieurs mains. [CHT, coll. René Bouillant].

- 25.6% de logements autorisés à la construction par rapport à 2013 dans les Pays de la Loire

Les logements commencés suivent la même tendance avec une diminution de 14.3%. L'évolution en ce sens est nationale. Chiffres INSEE septembre 2014 pour le deuxième trimestre 2014.

« Prochaine étape : l'élection au suffrage universel des élus métropolitains » Johanna Rolland

Réagissant à la parution du décret de création de Nantes Métropole dans son nouveau statut. Les conseillers communautaires sont déjà élus au suffrage universel direct lors des élections municipales. Exprimerait-elle son souhait de rendre indépendante la métropole des communes qui la composent ?

# Au cœur des collectivités

## Logement social

### Il faut réaffirmer la primauté de l'Etat !

Par Marie-Annick Benâtre - Adjointe au maire de Nantes chargée de la Santé, la Précarité, la Grande pauvreté



« En matière de logements sociaux, l'Etat ne pourra faire plus... ! » : c'est le premier ministre qui le dit. Après avoir remis en cause des dispositions importantes de la loi ALUR, Manuel Valls a, lors de sa venue au congrès de l'Union Sociale pour l'Habitat (USH), enfoncé le clou. Alors que le loge-

ment pour tous était le thème central de ce congrès, le ministre a fait comprendre que le mouvement HLM devait compter d'abord sur lui-même du fait de sa bonne santé financière. Traduction : avec Sarkozy, nous avons les niches fiscales chez les bailleurs, les « dodus dormants », ce qui a eu pour conséquence le prélèvement fiscal sur ces derniers. Aujourd'hui, nous avons la mutualisation, ce qui se traduit par l'autofinancement par le mouvement HLM lui-même du renouvellement du parc HLM. Ceux qui produisent moins sont, par la mutualisation, solidaires de ceux qui produisent plus. Ainsi, on demande aux locataires d'un OPH de financer via leurs loyers l'offre de leur organisme ? Ainsi, de pacte, en convention et objectifs avec l'Etat, et

aujourd'hui agenda...les bailleurs s'engagent à produire plus, à rénover leur parc, à faire mieux en termes de justice sociale...sans moyens supplémentaires de l'Etat. Plus grave encore, M. Valls a ouvert le débat sur le système d'attribution des logements et le droit au maintien dans le parc HLM des ménages aisés... « Un logement social, ce ne peut être une rente de situation. Dès lors, comment favoriser la mobilité dans le parc social ? Faut-il des loyers en fonction des locataires ? Continuer à appliquer des quotas ? Remettre en cause le droit au maintien dans les lieux ? Inciter davantage à l'accession à la propriété ? » : a ainsi questionné Manuel Valls. Ce discours est dans la même lignée que ce qui est porté dans la loi Boutin combattue en son temps par un grand nombre d'associations de locataires et d'élu-e-s dont les élu-e-s communistes. Ce combat reste d'actualité... **Nous ne pouvons nous contenter d'écouter les déclarations telles que « Dès mon arrivée à Matignon, j'ai fait du logement ma priorité » ou encore « l'accès au logement est au cœur de notre combat pour l'égalité. », des actes en la matière sont indispensables.** Parce que seul l'Etat peut être le garant d'une politique qui soit à la fois cohérente et d'envergure et peut garantir la dimension nationale d'une solidarité qui est désormais imposée à l'échelle locale. Parce que le parc HLM héberge des locataires de plus en plus précaires, parce que la crise du logement est toujours aussi prégnante et que le besoin de logements sociaux et très sociaux est toujours aussi grand. **Il est temps d'appliquer dans ce domaine aussi la politique pour laquelle les français ont voté en 2012.**

ment pour tous était le thème central de ce congrès, le ministre a fait comprendre que le mouvement HLM devait compter d'abord sur lui-même du fait de sa bonne santé financière. Traduction : avec Sarkozy, nous avons les niches fiscales chez les bailleurs, les « dodus dormants », ce qui a eu pour conséquence le prélèvement fiscal sur ces derniers. Aujourd'hui, nous avons la mutualisation, ce qui se traduit par l'autofinancement par le mouvement HLM lui-même du renouvellement du parc HLM. Ceux qui produisent moins sont, par la mutualisation, solidaires de ceux qui produisent plus. Ainsi, on demande aux locataires d'un OPH de financer via leurs loyers l'offre de leur organisme ? Ainsi, de pacte, en convention et objectifs avec l'Etat, et

## Contrat de Plan Etat Régions (CPER) Un nouveau coup porté aux populations !



Le contrat de plan État-Région est un document sur lequel l'État et les Régions programment des réalisations d'importance. Pour la prochaine génération de plans, sur la période 2015-2020, les élus communistes pointent les conséquences désastreuses des politiques libérales. Ils regrettent le recul de l'État dans le financement du plan alors que « le CPER a déjà pris un an de retard et pourrait créer un creux significatif dans l'investissement régional ». Le désengagement financier de l'État est sensible : nationalement les sommes engagées passeraient de 12.7 à 9.6 milliards d'euros. Les élus précisent : « **il y a incohérence entre la volonté affichée de renforcer l'action conduite par les Régions et la baisse globale et conséquente des dotations de l'État.** » Ils pointent que « la réforme territoriale, pour laquelle nous appelons à un référendum, n'apporte pas de réponse quant à l'autonomie financière des Régions pas plus qu'elle ne traite de la question d'une réforme fiscale de justice ». Ils concluent : « **les élu-e-s régionaux communistes appellent tous les élu-e-s de gauche à se mobiliser pour mettre en échec la politique dévastatrice du couple exécutif et à construire ensemble l'alternative à gauche.** »

## Communiqué de l'ADEC44 Elections 2015 pour faire vivre nos départements



Lors de son discours de politique générale, le Premier Ministre a annoncé la tenue des élections départementales en mars 2015. Elles se dérouleront dans un nouveau contexte, sur de nouveaux découpages et doivent, pour les élus communistes et républicains, être l'occasion pour les citoyens d'exprimer leur attachement au département. En effet, le premier mars 2014, le nouveau découpage des cantons a été défini, accompagnant la modification du scrutin. Les élus communistes n'en sont pas satisfaits car il rendra plus difficile la représentation pluraliste à gauche au Conseil Départemental. Alors qu'une réforme profondément destructrice des collectivités territoriales est en cours, prévoyant à l'horizon 2020 le démantèlement de notre département et des services publics qu'il assume (cars lila, politique de l'habitat, aide sociale, aménagement numérique rural...), l'ADEC 44 appelle les citoyennes et les citoyens à soutenir les actions pour conserver cet échelon essentiel de la démocratie et de la solidarité. **Elles et ils pourront trouver auprès des élus communistes et républicains un soutien indéfectible de partisans de l'égalité des territoires et de la démocratie de proximité.**

## Lire

### Bouguenais : un conseil municipal de rentrée militant

En dehors de l'ordre du jour, le Conseil Municipal de Bouguenais a adopté malgré l'abstention de la droite un vœu, lu par le groupe communiste à la demande de l'ensemble de la majorité, condamnant les actuelles négociations du partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (PTCI) et déclarant la ville hors PTCI. En fin de Conseil, la majorité a appelé à signer la pétition de la plate forme pour une paix juste et durable au proche orient : Gaza, colonisation, crimes de guerre : des sanctions pour en finir avec l'impunité d'Israël.

### L'Ancre Rouge des élus de Saint-Nazaire



Les élus communistes de Saint-Nazaire éditent pour ce nouveau mandat le 4 pages Ancre Rouge. Sur ce premier numéro : la réforme territoriale pour laquelle les élus demandent un vrai débat suivi d'un référendum contre l'actuel « fait du prince ». Solidarité : avec le parrainage républicain de Fayçal, sans papier que le passage à la majorité place dans une situation d'expulsable. Des élus Nazairiens dont Yvon Renevot s'engagent à ses côtés. Emmanuelle Bizeul, Adjointe à la petite enfance réagit à la municipalisation de la crèche « L'île aux trésors » : il faut être à l'écoute et apprendre de l'expérience de cette ancienne structure associative. Enfin, les élus appellent l'Etat, actionnaire à 33% des chantiers STX à agir et à « entendre les propositions des salariés et de leurs organisations syndicales, à s'accorder avec les collectivités locales ». Un outil à retrouver sur internet : <http://adecr44.fr/node/446>

### Braderie des bibliothèques nantaises

« C'est une première à Nantes qui s'inscrit dans les valeurs de démocratisation culturelle qui sont les nôtres. Avec cet outil nouveau, utile à la gestion des fonds de la bibliothèque municipale, nous voulons donner une seconde vie à ces documents. Les prix proposés les rendent accessibles à tous ». Aymeric Seassau, adjoint en charge de la lecture publique et aux médiathèques.

## Ouvrons-là

Vers la fin des universités publiques ?

Par Aurélien



En application de la loi sur l'enseignement supérieur et la recherche (ESR) du 22 juillet 2013, **les universités et établissements de l'enseignement supérieur de Bretagne et des Pays de la Loire, déjà en grande difficulté budgétaire, sont engagés dans une course folle au regroupement.** Cette précipitation ne prend en compte ni les intérêts des personnels ni ceux des étudiants. Ce regroupement forcé comme partout en France nommé Université Bretagne Loire (UBL) signe la mort des universités publiques. En effet, il s'agit d'un mélange d'établissements privés, d'établissements catholiques et d'universités publiques. On obtient un regroupement qui ne peut être qu'un établissement marchand et certainement pas une université publique. D'ailleurs, **le terme « service public » ne figure à aucun endroit du document préparant l'UBL.** En regroupant l'université de Nantes avec des établissements qui prennent 1850 euros de frais d'inscription ou plus, on voit se former un établissement hybride qui va **tirer automatiquement les frais d'inscription vers le haut.** De plus, l'engagement dans cette communauté d'universités et d'établissements (COMUE) sera irréversible et les CA des établissements perdront ensuite, définitivement, la main sur la construction fédérale. Les centres de décision seront éloignés. **Les offres de formation de chaque établissement seront « optimisées » et, pour les étudiants d'origine modeste, l'accès à l'enseignement supérieur deviendra de plus en plus contraint et difficile.** Des emplois seront sacrifiés. Ce projet est désastreux pour l'enseignement supérieur public. Il s'ajoute à l'annonce de la baisse drastique des crédits de l'Etat du prochain contrat plan Etat-Région 2015-2020. Lors du précédent contrat, la participation de l'Etat s'élevait à 12,74 milliards d'euros, elle sera de 1,8 milliards d'euros pour 2015-2020. Les montants proposés sur le volet recherche sont d'un niveau tellement bas qu'ils ne permettront pas aux établissements de maintenir la production d'une recherche de niveau international. La construction des projets de budget 2015 des universités du grand ouest s'annonce donc critique.

## Formation sur l'Histoire des communistes dans la résistance (1939-1945)

La fédération du PCF de Loire-Atlantique, propose une formation sur le rôle des communistes dans la Résistance (guerre 1939-1945). Ce temps de formation se déroulera :

**le samedi 18 Octobre 2014  
à 15H  
à la fédération du PCF  
(41 rue des olivettes à Nantes)**

Elle se tiendra la veille de la commémoration des 73 ans des fusillades de Nantes et Châteaubriant. Fusillades où 48 otages, communistes, syndicalistes de la CGT pour la plupart, ont été exécutés par les nazis et le régime de Vichy.

Cette formation a pour but de **permettre à chaque communiste de s'approprier son histoire et de la transmettre, de mieux connaître cette période historique sombre et riche à la fois.** Sombre par la violence de la guerre, la barbarie nazie et la collaboration. Riche par l'engagement des résistants, qui, au péril de leur vie, ont combattu « la bête immonde ». Les communistes ont activement participé à ce grand mouvement de résistance qui tout au long de ces années de guerre, malgré la répression, le démantèlement de nombreux réseaux, les arrestations, les interrogatoires, la torture, l'emprisonnement et la déportation aura su grandir. Le rassemblement et l'unification de tout les mouvement de résistances autour du Conseil national de la résistance, conduira tout les acteurs politiques et syndicaux du CNR à s'entendre et à mettre en place, à la libération, le programme politique, social et économique porteur de démocratie et de progrès social, le programme du Conseil national de la résistance. **Le rapport de force politique du PCF et de la CGT au sein du CNR permettra les grandes avancées démocratiques et conquêtes sociales** telles que : la création de la sécurité sociale, la nationalisations de nombreux moyens de production, le droit à la retraite pour tous, le rétablissement du suffrage universel, droit de vote des femmes, l'instauration d'une démocratie sociale dans l'entreprise...

Cette formation s'adresse à tous les adhérent(e)s communistes, et particulièrement aux nouveaux adhérent(e)s et aux Jeunes Communistes.

### Programme de la formation :

**Intervenant : Guy TEXIER, Vice président du Comité du Souvenir**

- « l'histoire du PCF dans la Résistance, après ou avant 41 ? »
- « le rôle de l'URSS dans la guerre »
- « le Conseil National de la Résistance ».

**Intervenant : André MAURICE, membre de la direction du PCF**

-« L'A.M.G.O.T (Allied Military Government of Occupied Territories) » et de l'attitude des américano-britanniques pour contenir le pays sous tutelle.

**Intervenant : Nordine IDIR, Secrétaire général du Mouvement Jeunes Communistes**

- « La jeunesse dans la résistance »

## Vite lu...



**« Nouvelles de Loire Atlantique »**  
 Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU  
 Commission paritaire : N° 0315 P 11519  
 Imprimerie : IMPRAM Lannion  
 Composition : Publihebdos Locminé  
 Responsable de la rédaction : Jérôme TURMEAU  
 NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes  
 Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36  
 e-mail : [redac.nla@orange.fr](mailto:redac.nla@orange.fr)  
 Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :  
 Marie-Annick BENÂTRE  
 Pedro MAIA  
 Robin SALECROIX  
 André MAURICE  
 Gautier LORTHIOIS



## Je M'abonne aux Nouvelles de Loire-Atlantique

Parce qu'un journal, c'est un lien entre ceux qui l'écrivent et ceux qui le lisent, parce que les Nouvelles de Loire-Atlantique ont un positionnement original et unique parmi la presse départementale, parce que ce lien, cet apport doit perdurer pour faire vivre la parole singulière qui est celle de votre journal, pour donner la parole aux acteurs des mouvements sociaux, associatifs, progressistes, pour un regard critique sur l'actualité, soutenez et abonnez-vous aux Nouvelles de Loire-Atlantique.

NOM : ..... PRENOM : .....

ADRESSE : .....

TEL: ..... EMAIL: .....

Je m'abonne pour un an et verse un chèque de 15 euros

Je soutiens les Nouvelles de Loire-Atlantique à hauteur de .....

Chèque à l'ordre de PCF44

A renvoyer à NLA - Bulletin d'abonnement, 41 rue des olivettes, 44000 NANTES